

ANALYSE DE DOCUMENTS EN HISTOIRE: LE MOYENT ORIENT, UN FOYER DE CONFLITS

Consigne: De nombreux lycées palestiniens et israéliens actuels utilisent un manuel d'Histoire original où chaque événement est expliqué en croisant le point de vue israélien et palestinien. Ce manuel s'intitule *Histoire de l'Autre*. Ici vous sont joints 2 extraits de ce manuel, illustrant la façon dont est expliquée la guerre des Six jours. Vous confronterez les 2 versions en expliquant leurs points communs et différences. Ensuite, vous montrerez en quoi ce type d'enseignement pourrait favoriser un processus de paix entre Israël et les Palestiniens. Sur le plan formel, vous ferez une introduction problématisée, développement et conclusion.

Document 1. La guerre des Six Jours et ses conséquences vues du côté israélien

« La guerre des Six Jours débuta le 5 juin 1967 et s'acheva six jours plus tard, le 10 juin 1967. Pendant le mois de mai, l'Égypte déploya des forces blindées et des soldats dans le Sinaï (en infraction avec les accords), elle signa une alliance avec la Syrie, la Jordanie et l'Irak ; Gamal Abdel Nasser incita le peuple, par des discours enflammés, à combattre Israël et à anéantir l'État sioniste [...]. Faute de choix pour s'extraire de ce piège, Israël se livra à une attaque surprise. En l'espace de trois heures, les forces aériennes israéliennes anéantirent les forces aériennes de l'Égypte, de la Syrie, de l'Irak et de la Jordanie, permettant ainsi à ses forces terrestres de se déplacer librement. Cette victoire écrasante d'Israël changea le cours de son histoire. Le peuple israélien connaissait un sentiment d'exaltation et d'ivresse. Certains vivaient la victoire comme une expérience religieuse, messianique.

Ces nouvelles frontières accordèrent au pays une sécurité jamais connue auparavant. La conquête des hauteurs du Golan lui assura les sources d'eau : le Jourdain et le lac de Tibériade. Le désert du Sinaï lui offrit un espace aérien et militaire, un afflux de touristes, des ressources souterraines (le pétrole). La Judée et la Samarie créèrent un vaste tampon sécuritaire entre Israël et la Jordanie, et permirent l'accès à des lieux saints du judaïsme. La population des territoires passa sous contrôle israélien. C'était un ensemble de succès militaires, économiques et politiques éclatant. Mais qu'allait-on faire de cette victoire ?

Le grand débat public concernait le sort des territoires et opposait les tenants du Grand Israël à ceux qui prônaient le compromis sur la base " des territoires en échange de la paix " [...]. Le gouvernement israélien engagea lui aussi un débat sur l'avenir des territoires. Le ministre Yigal Allon proposa dans un plan qui portait son nom, conçu en 1967-1968, de signer avec la Jordanie un accord de paix sur la base de frontières viables. Le ministre Moshe Dayan proposa, dans le " plan Dayan ", conçu au même moment, d'entériner l'occupation totale de la Judée et de la Samarie par la création de cinq enclaves militaires qui permettraient le contrôle du territoire et l'installation de colonies urbaines juives sur toute l'étendue de ces territoires [...]. »

Histoire de l'autre, Paris, Liana Lévi, 2004, p. 57-59.

Document 2. La guerre des Six Jours et ses conséquences vues du côté palestinien

« La Palestine disparut de la carte politique en 1948 lorsqu' Israël fut proclamé sur près de 78 % de son territoire. La Cisjordanie fut alors annexée par le royaume de Jordanie et la bande de Gaza par l'Égypte. Espérant trouver une excuse à leur impuissance, les régimes arabes multiplièrent les beaux discours promettant la libération de la Palestine et l'anéantissement d'Israël. La guerre de 1967 confirma l'échec de la propagande arabe et Israël occupa de fait ce qui restait de la Palestine ainsi que le Sinaï égyptien et le Golan syrien.

Au départ, le marché du travail fut ouvert aux Palestiniens, qui connurent une certaine amélioration de leurs conditions économiques. Les habitants de Cisjordanie, ceux de la bande de Gaza et les Palestiniens restés en Israël purent entrer en contact les uns avec les autres. Le gouvernement israélien n'établit cependant pas de politique claire vis-à-vis des Territoires occupés (...). C'est au début des années 1970 que les forces d'occupation commencèrent à expulser les Palestiniens de leurs terres et à construire des colonies. Désormais, Israël administrait directement et militairement les Territoires occupés, privilégiant la sécurité de son armée et de ses colons et y instaurant la loi martiale directe, sans jamais prendre en compte les besoins de la population palestinienne. Tous les services furent gérés par des militaires : un officier fut nommé à la Santé, un autre à l'Éducation, un troisième à l'Agriculture, un autre au Travail... Cela affecta les services concernés et dégrada encore plus les infrastructures des Territoires occupés, alors même que la population était contrainte de payer des impôts exorbitants [...]. »

Histoire de l'autre, Paris, Liana Lévi, 2004, p. 58-59.